

33 - Camping municipal de Chalezeule - Transfert de gestion à la CAGB

M. CHALNOT, Conseiller Municipal Délégué, Rapporteur : Concomitamment au transfert de la compétence promotion du tourisme à la Communauté d'Agglomération au 1^{er} janvier 2017 (rendu obligatoire par la loi NOTRe) et à la décision d'instaurer la taxe de séjour au niveau intercommunal, après concertation, la CAGB envisage, dans un souci de cohérence en matière d'hébergement de plein-air (jusque-là limitée aux aires de camping-cars) de déclarer le camping de Besançon-Chalezeule d'intérêt communautaire au 1^{er} janvier 2017.

Une convention portant sur la mise à disposition de biens de la Ville à la CAGB doit pour cela être signée entre la Ville de Besançon et la CAGB (projet en PJ), ainsi qu'un avenant portant sur le transfert de la Délégation de Service Public relative à la gestion du camping entre la CAGB, la Ville et le délégataire.

I - Evolution du champ des compétences en matière de tourisme entre la Ville et le Grand Besançon et déclaration d'intérêt communautaire du camping de Besançon-Chalezeule

Les actions en matière de tourisme de la Ville de Besançon et du Grand Besançon sont concertées et mises en cohérence. Depuis 2010, il existe un schéma de développement touristique intitulé «Destination Besançon» commun à la CAGB et à la Ville de Besançon.

Du fait de la loi NOTRe, le Grand Besançon deviendra compétent au 1^{er} janvier 2017 en matière de promotion du tourisme, avec pour effet l'évolution de l'Office de Tourisme de Besançon en Office de Tourisme communautaire (évolution de son périmètre d'intervention et de sa gouvernance).

L'Office de Tourisme de Besançon gère le camping municipal de La Plage à Chalezeule dans le cadre d'une Délégation de Service Public renouvelée d'un an jusqu'au 31 décembre 2017.

La Ville de Besançon pour sa part a décidé de conserver en direct la compétence des Congrès, de la valorisation de son patrimoine historique et de la commercialisation de produits.

En 2007, la CAGB a élaboré un schéma de l'hébergement de plein-air portant sur les campings et les aires de camping-cars (aires de stationnement ou services). S'inscrivant en continuité de la mise en œuvre de ce schéma, la CAGB a décidé d'appliquer les critères suivants permettant de caractériser l'intérêt communautaire des campings publics à compter du 1^{er} janvier 2017 :

- équipements structurants en termes d'offre d'hébergement de plein-air sur le territoire,
- taille : 100 places minimum,
- niveau de confort : classement 3 étoiles ou équivalent.

Sur le territoire du Grand Besançon, pour l'instant seul le camping de Besançon-Chalezeule, camping municipal de la Ville de Besançon, répond à ces critères en tant que camping positionné à toute proximité de la ville-centre, disposant d'un accès via transport en commun vers le centre-ville (terminus du tramway tout proche), disposant de 113 emplacements dont des emplacements pour les camping-cars, et d'un classement 3 étoiles.

En vertu de cette analyse, la CAGB propose lors du Conseil Communautaire du 15 décembre 2016 de déclarer d'intérêt communautaire le camping de Besançon-Chalezeule.

II - Mise à disposition des biens, transfert des contrats, des charges et du personnel permettant l'exercice de la compétence sur le camping de Besançon-Chalezeule

A/ Mise à disposition de biens

Une convention de mise à disposition de biens, de transfert de ressources, charges et contrats entre la Ville de Besançon et la CAGB est jointe à ce rapport.

Elle a pour objet de définir :

- les conditions de mise à disposition par la Ville de Besançon au profit de la CAGB, des biens communaux nécessaires à la gestion et l'exploitation du camping de Besançon-Chalezeule,
- les conditions des transferts de contrats concernant la gestion du camping de Besançon-Chalezeule.

Outre les emplacements pour tentes, le camping comporte principalement : un bâtiment d'accueil / un logement de gardien, un bâtiment sanitaire, un bâtiment bar-restauration-épicerie, des aires de jeux, une aire de vidange pour camping-car, 10 emplacements plateformés pour accueillir des structures mobiles, des bornes en eaux et électricité desservant les emplacements.

B/ Transfert des contrats

En termes de contrat, la Ville de Besançon est liée par un contrat de DSP portant sur la gestion du camping. Cette DSP attribuée à l'Office de Tourisme (association) prendra fin en décembre 2017.

Le Grand Besançon se substituera à la Ville à compter du 1^{er} janvier 2017. Un avenant à la DSP est proposé en annexe afin de formaliser le changement de collectivité.

C/ Estimation du transfert de charges

Une estimation prévisionnelle des charges transférées a été établie par les services de la Ville et de la CAGB sur la base des dépenses prévisionnelles 2017. Elle sera présentée à la Commission Locale d'Evaluation des Charges (CLECT).

A titre d'information, les dépenses prises en compte correspondent à des dépenses de fonctionnement portant sur l'entretien du camping (nettoyage en début de saison, entretien des bâtiments, espaces verts) estimées à 11 000 € et sur le paiement de la taxe foncière à hauteur de 3 472 €.

Un montant de 2 000 € correspondant au versement du loyer attaché à la DSP est par ailleurs identifié en recettes. Le montant prévisionnel des charges transféré à la CAGB se monte ainsi à 12 472 €. Il fera l'objet d'un éventuel réajustement lors de la prochaine CLECT. Il est à noter enfin que des travaux seront à prévoir rapidement sur le bâtiment d'accueil en mauvais état.

D/ Transfert de personnel

Les moyens humains induits par ce transfert et par les autres compétences prises en parallèle (instauration de la taxe de séjour communautaire, Office de Tourisme) ont été pris en compte dans les délibérations relatives au transfert de charges consacrées aux ressources humaines. Pour une question d'efficacité et de cohérence, une mutualisation du service tourisme a également été proposée.

Propositions

Le Conseil Municipal est invité à :

- autoriser M. le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer la convention de mise à disposition de biens à intervenir au 1^{er} janvier 2017,

- autoriser M. le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer l'avenant de transfert de la Délégation de Service Public prenant effet au 1^{er} janvier 2017.

«M. LE MAIRE : Est-ce qu'il y a des remarques ? C'est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission 6, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

M. FOUSSERET, M. MORTON et M. VAN HELLE n'ont pas pris part au vote.

Rapport adopté à l'unanimité

Pour : 50

Contre : 0

Abstention : 0

Récépissé préfectoral du 22 décembre 2016.